

Dialogue interreligieux

« La violence extrémiste s'éteindra lorsque l'industrie de la haine sera désactivée, en créant des industries alternatives pour que la jeunesse développe son talent et ses aspirations ».

ENTRETIEN avec le Prince El Hassan bin Talal par AFKAR/IDEES

Son Altesse Royale le Prince El Hassan bin Talal fut le conseiller politique, le confident le plus proche de son frère le roi Hussein de Jordanie, jusqu'à la mort de celui-ci en 1999. Il est président du Forum de la Pensée arabe, ancien président du Club de Rome, président du Bureau Indépendant sur les Questions humanitaires et membre d'un groupe d'experts, désigné par le secrétaire général de l'ONU, pour appliquer la Déclaration et le Programme d'Actions adoptés en 2001 à Durban, Afrique du Sud, lors de la Conférence mondiale contre le Racisme.

AFKAR/IDEES : *Au vu des derniers événements sur la scène internationale, et concrètement la nouvelle administration d'Obama, croyez-vous que l'on puisse espérer un changement au Proche-Orient ?*

HASSAN BIN TALAL : Le Proche-Orient a été spatialement défini comme un territoire qui va de Casablanca jusqu'à Calcutta. La crise dans les régions du sud et de l'ouest asiatiques inclut l'atroce guerre d'Afghanistan et le cul-de-sac d'Iran, avec une possible rupture des conversations sur le potentiel nucléaire en Asie occidentale. Il existe de réelles possibilités de sécession en Irak et une hostilité croissante entre l'Irak et ses voisins, pour ne pas citer l'insurgence armée au Yémen. L'instabilité au Soudan et le mouvement berbère amazigh au Maroc sont d'autres exemples des défis auxquels nous devons faire face. Je suis opti-

miste en ce qui concerne l'administration Obama. Son renoncement au projet de bouclier anti-missiles en Europe de l'Est signifie qu'il est conscient du fait que la stabilité des régions occidentales d'Asie, productrices de 70 % du pétrole mondial et de 60 % du gaz, est circonscrite à l'importance stratégique de l'énergie, du Caucase jusqu'à Ormuz. Les USA peuvent être à la tête d'une stratégie asiatico-pacifique. Je suis d'accord avec mon ami Martti Ahtisaari sur le fait qu'il est rare, peut-être, que cela arrive une fois dans une génération, que les experts politiques s'alignent pour chercher des solutions démocratiques. Avec tout mon respect, cela fait trop longtemps que le dit Plan de Paix pour le Proche-Orient est un « processus ». Qui plus est, je suis d'accord avec les déclarations historiques du président Anouar el-Sadate face au Parlement d'Israël, lorsqu'il a dit : « Nous nous sommes trompés en vous rejetant ». Le commentaire le plus juste est peut-être celui de l'israélien Yossi Alpher : « Lorsque l'histoire du conflit arabo-israélien sera finalement écrite, les deux parties, sans doute, seront considérées coupables ».

A/I : *A la lumière du discours d'Obama au Caire, croyez-vous possible un rapprochement des relations entre l'Occident et le monde musulman ?*

H.B.T. : Aujourd'hui – de même qu'en 1977 – tout le monde doit payer un prix fort élevé pour la sécurité politique, économique et culturelle. Je ne crois

pas que la Méditerranée soit le point faible de l'OTAN, mais par contre je crois que les 35 milliards de dollars promis lors du sommet du MENA (Proche-Orient et Nord d'Afrique) de Casablanca en 1994 pour 10 ans de développement d'infrastructures, dans des pays allant du Maroc jusqu'à la Turquie, devraient être considérés, du moins, comme un stimulant pour éviter l'émigration. La question qui devrait se poser est la suivante : le Conseil de sécurité et la communauté internationale peuvent-ils garantir un billet obligatoire, et à moindre coût, vers une conférence de paix dans l'Ouest asiatique, tel qu'il n'en a pas existé depuis Versailles ou Yalta ? Ceci devrait être un processus qui commencerait avec le dialogue mutuel et en s'écoutant, tel que l'a dit la Turquie, pour faciliter la distension entre turcs et kurdes, et en abordant franchement l'ouverture du débat sur la question arménienne.

A/I : *Les sociétés arabes et musulmanes réclament une plus grande implication de l'Union européenne dans le processus de paix au Proche-Orient. Que peut faire l'Espagne dans ce sens pendant la présidence de l'UE au cours du premier semestre de 2010 ?*

H.B.T. : Je crois en un engagement partant d'une vision supranationale où la Méditerranée soit comprise comme une région hétérogène, non pas comme un *mare nostrum* hétérogène, avec tout mon respect pour l'Empire Romain. La Méditerranée est un espace d'union et non de division. L'Europe

Le dit Plan de Paix pour le Proche-Orient est depuis trop longtemps un 'processus'

prit conscience du non-sens de ses politiques après la guerre franco-prussienne et les deux guerres mondiales. La Méditerranée de l'Est et de l'Ouest, et la mer Noire, devraient s'engager dans une vision supranationale afin d'établir une communauté de l'eau et de l'énergie, selon les mêmes paramètres que l'Europe suivit pour constituer la Communauté du Charbon et de l'Acier, premier pas précédant le Traité de Rome, dans la construction de l'interdépendance. Dans cette conjoncture, ne pourrions-nous pas réconcilier les réalités des pays de l'Est d'Asie et du Nord de l'Afrique avec les réalités euro-atlantiques d'un côté et celles de l'Asie-Pacifique (incluant l'Asie centrale) de l'autre ? Un groupe de réflexion est fondamental pour développer ce concept avec une vision d'avenir. Si les négociateurs doivent se retrouver sur la base uniquement des droits historiques et juridiques, ils devraient reconnaître que le paysage politique, ou même physique, a changé tout au long du dernier siècle. Qui plus est, pour que les stratégies nationales vis-à-vis des personnes changent, nous devons écarter les facteurs externes des investissements dans les projets bilatéraux en faveur d'un engagement partagé pour une *pax* méditerranéenne.

A/1 : *L'Espagne a une vocation méditerranéenne qui a été reconnue avec la désignation de Barcelone comme siège du secrétariat de l'Union pour la Méditerranée (UpM). Que pensez-vous de cette nouvelle phase dans le projet euroméditerranéen ?*

H.B.T. : L'initiative espagnole dans le processus de paix à Palma de Majorque, Barcelone et Madrid est re-

connue au plus haut niveau. Qui plus est, les tentatives multilatérales du processus de paix ont lutté pour se maintenir à flot puisque les négociations bilatérales entre Israël et les arabes, ou entre Israël et les palestiniens n'ont pas prospéré. La promotion des revenus par habitant dans toute la région méditerranéenne, la mer Noire incluse, est le fruit de la conciliation. Pendant que le Centre International de Tolède pour la paix (CITpax) et l'Institut européen pour la Méditerranée (IE-Med) se réunissent pour dirimer une communauté de l'eau et l'énergie au Proche-Orient, le *quid pro quo* s'est défini en des termes régionaux et globaux communs. Les régions méditerranéennes du Sud et de l'Est, et une certaine étendue de la région de la mer Noire, ne sont pas productives et elles s'appuient sur l'investissement étranger comme panacée pour leurs maux. Le Proche-Orient est l'une des principales régions d'apatrides, de déplacés, d'immigrés et de réfugiés sous différents régimes. Toutes ces personnes ne sont pas incluses dans les critères financiers du PIB.

L'Agence des Nations unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA), qui est née du Comité Spécial des Nations unies pour la Palestine (UNSCOP) et a commencé à fonctionner en 1951 en tant que corps temporaire pour un problème temporaire, a entériné le terme « Palestiniens en transition ». Mais quel est le degré de temporalité du temporaire ? Ce serait intéressant de réviser les termes de l'UNSCOP, mais pour les prendre en considération, on devrait de même tenir compte de l'effondrement financier de l'UNRWA.

En tant que membre de la *Commission on the Legal Empowerment of the Poor*, je crois que la prise de pouvoir

des citoyens est un pas pratique pour atteindre la construction démocratique. C'est essentiel pour montrer des avancées pratiques dans la stabilisation du contexte humain, naturel et économique. La présidence espagnole de l'UE doit prêter une attention particulière à la sécurité humaine en tant qu'espace pour l'engagement européen dans le développement d'un contexte démocratique, crédible pour la paix, le contrat social, un fonds de cohésion et, de façon asymétrique, pour le développement du talent des pauvres.

A/1 : *Jusqu'à quel point croyez-vous que l'UpM, qui travaille dans un cadre institutionnalisé et a une plus grande présence dans les pays du sud de la Méditerranée, peut remplir les objectifs de la Déclaration de Barcelone ?*

H.B.T. : L'UpM prend les décisions à trois niveaux : le Conseil d'Europe, la Commission européenne et l'UE. Le Proche-Orient ne présente aucun concert économique ni social. A sa place, nous nous réunissons avec les israéliens sous le parapluie des Nations unies à New York et à Genève, et, probablement, dans beaucoup d'autres emplacements. Nous nous réunissons pour discuter des affaires politiques et pour mener une politique byzantine. Ce serait le moment de faire face aux questions principales en se détachant des étiquettes – israélien, libanai, palestinien, syrien et jordanien – et d'avancer dans le paradigme de la paix. Ceci devrait être un objectif à moyen terme pour l'UpM, si notre objectif est une paix permanente.

En tant que membre du Conseil international pour la démocratie et la transition je demande : allez-vous vous

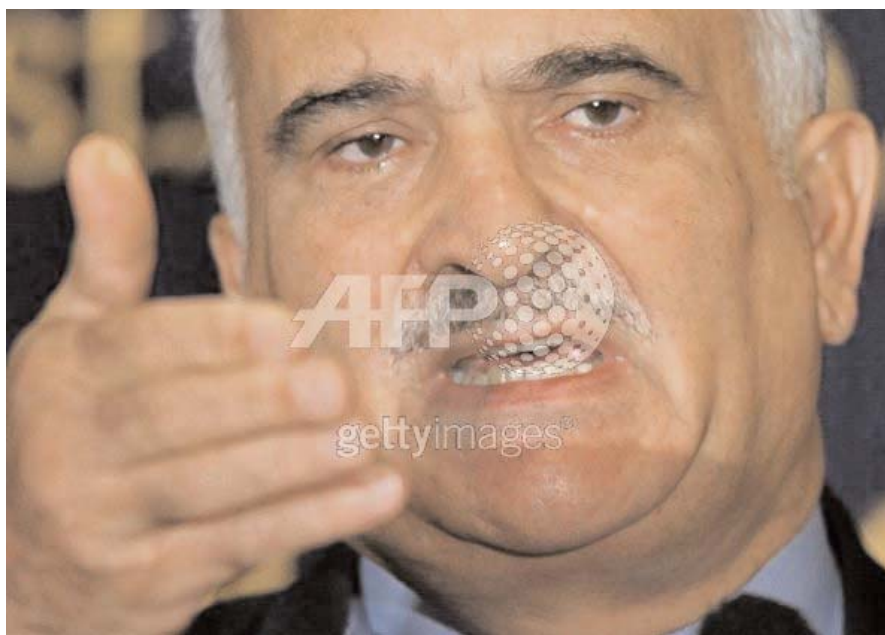
Il faut créer une culture politique et sociale où la richesse se trouve dans la diversité

associer avec nous pour développer la transition vers la démocratie ?

Il faut dialoguer plus si nous voulons remplir les objectifs de la Déclaration de Barcelone et établir un territoire commun de paix et stabilité ; pour créer un espace de prospérité partagée et développer une association dans les affaires sociales, culturelles et humaines dans un territoire étendu arrivant jusqu'au Golfe. L'approche intégrale du Processus de Barcelone est beaucoup plus nécessaire dans les régions d'Asie occidentale et du nord de l'Afrique. L'absence d'un processus interne parallèle explique le grand fossé entre les attentes et les réussites atteintes au cours de ces 14 années. L'avenir pour la coopération euroméditerranéenne dépend du fait de tendre des ponts pour sauver ce fossé.

A/1 : *Nombreux sont ceux qui considèrent la Méditerranée comme un « banc de preuves » où toutes les fractures et les crises du monde confluent. Cette vision est évidemment provocatrice, mais elle met l'accent sur l'idée d'une fracture religieuse. Croyez-vous que les croyances religieuses jouent un rôle aussi principal dans l'entente entre cultures ?*

H.B.T. : Il existe une règle d'or de prospérité qui se trouve dans les religions les plus importantes depuis toujours et que j'ai promu ces 30 dernières années. Cette règle souligne que quelqu'un ne peut pas désirer pour quelqu'un d'autre ce qu'il ne désire pas pour lui-même. Nous pouvons respecter cette règle en réalignant notre pensée et en tenant compte de la position de « l'autre ». Ceci contribuerait à cimenter une culture sociale ancrée sur les valeurs éthiques et morales. La clé pour améliorer les relations in-



Prince El Hassan bin Talal. / AFP/GETTY IMAGES

terreligieuses et interculturelles à long terme repose sur la création d'une culture politique et sociale où la richesse se trouve dans la diversité. Alors que, comme moi, quelques uns se sentent engagés par le principe de l'équité et de la tolérance, l'intolérance des besoins et des aspirations des minorités religieuses persiste. Il faut aborder ceci à travers l'introduction d'un code de standards éthiques humanitaires dans un monde que nous partageons tous. Les croyants sont appelés à être fidèles à leurs principes avant que les conflits et la violence ne nous accablent. Je crois que l'initiative de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature qui a accepté le terme préislamique *Hima* (qui signifie en arabe une fondation pour la protection de l'être humain et l'habitat physique), exprime ce que je veux dire avec l'introduction de standards éthiques de vie.

A/1 : *Vous êtes engagés dans le dialogue interreligieux, en particulier, dans le but de promouvoir la paix et la tolérance. Comment croyez-vous que le dialogue interreligieux puisse prévenir des conflits comme la crise des caricatures ? Où se situe la frontière entre la liberté d'expression et le respect des autres cultures et croyances ?*

H.B.T. : Le *think tank* danois *Monday Morning*, en réponse à la crise des caricatures, a lancé la *Cohabitation des civilisations* en 2006. D'un total de 28 « défis » présentés aux représentants internationaux du sommet du Laboratoire pour la Cohabitation de Copenhague, cinq ont été sélectionnés comme essentiels pour la cohabitation : la capacitation des pauvres, la liberté religieuse, les espaces publics pour la cohabitation, l'indépendance judiciaire et le dépassement des obs-

J'espère que l'on appliquera la même énergie à lutter contre l'absence de vision que dans la crise financière

tacles liés à l'agenda de sécurité. Le Conseil nordique a adopté ces défis, et en a fait la première halte d'une « expédition » vers un plan global.

Je veux mettre l'accent sur l'importance de l'enseignement par analogie dans nos sociétés arabes et musulmanes, pour construire une communauté embrassant la liberté d'expression et le respect mutuel. La véritable éducation nous élève à des sphères de connaissance plus amples et étend notre pensée pour découvrir la sagesse d'un bagage commun à tous les êtres humains. Musées, bibliothèques, universités et associations professionnelles, ainsi que les gouvernements et le secteur privé devraient se mobiliser progressivement pour poursuivre des activités cherchant la paix plus que les profits.

A/1 : *L'Espagne et la Turquie sponsorisent conjointement l'Alliance de civilisations, aujourd'hui assumée par l'ONU. Quelles sont, d'après vous, les principales valeurs de ce projet ?*

H.B.T. : Sans une philanthropie dirigée par des fondations internationales promouvant l'entente, établissant des relations et facilitant le dialogue, ces conférences et initiatives de haut niveau, toutes bien-intentionnées, ne mitigeront pas la polarisation transculturelle où nous vivons. La diversité dans les universités devrait être l'objectif de ce projet. *Dix mil cultures, une seule civilisation*, la brillante expression entérinée par le professeur Mirea Malitza de l'Université de la Mer Noire à Bucarest, doit être appliquée, un monde où le commun est le fondement et les particularités sont les pierres angulaires. Je recommande que la même énergie employée pour faire

face à la crise financière globale ou la lutte contre la terreur, s'applique à lutter contre notre propre absence de vision. Seulement à travers le travail avec les communautés pourrions nous substituer notre peur mutuelle et notre paranoïa par le respect mutuel.

A/1 : *Selon le rapport du groupe de travail du plus haut niveau de l'Alliance de Civilisations, la solution aux problèmes politiques est fondamentale pour prévenir la radicalisation politique et religieuse des jeunes. Quels autres facteurs jouent un rôle important dans le processus de radicalisation de la jeunesse ?*

H.B.T. : Dans les territoires de l'ouest d'Asie et du nord de l'Afrique, un déséquilibre se produit entre les tendances démographiques et les opportunités économiques. Alors que la région présente le plus haut taux de croissance démographique du monde des 100 dernières années (on est passé de 72 millions de personnes en 1955 à presque 300 millions en 2005), le chômage des jeunes arabes marque une tendance croissante et dangereuse. On prévoit que, en 2050, elle aura plus de 55 millions d'arabes sans emploi. Si ces jeunes continuent sans opportunités et déçus, il est probable qu'ils se joignent aux listes, déjà abondantes, du marché noir et des économies parallèles. Inverser cette situation requiert l'établissement d'un Etat qui fonctionne, un système légal impartial et une société civile consciente allant contre les intérêts du crime organisé et du « gangstérisme ». C'est là l'essence de la capacitation légale. C'est aussi l'essence de la sécurité préventive. L'éradication de l'extrémisme violent ne

pourra s'effectuer que lorsque l'on désactivera l'industrie de la haine en créant des industries alternatives qui puissent développer les talents et les aspirations de la jeunesse.

A/1 : *Le prochain Congrès mondial d'études sur le Moyen-Orient et le Nord d'Afrique (WOCMES) aura lieu à Barcelone en 2010. Quel rôle attribuez-vous à la recherche académique sur le Proche-Orient en tant que voie pour l'établissement de politiques et pour l'entente mutuelle ?*

H.B.T. : L'objectif du WOCMES devrait être de promouvoir l'incalculable valeur historique de ce processus d'échange dans et entre des cultures qui se chevauchent. Cela se produit dans un tel contexte que nous pouvons parler, une fois de plus, du dérivé de l'*Istishraq*, l'*Ishraq*, Illumination : l'éternel désir de l'Orient. De différentes manières, l'*Ishraq* est pour l'Orient ce que les Lumières furent pour l'Occident. Après tout, les spécialistes de ce siècle sont les héritiers non seulement de l'entreprise des Lumières, mais de beaucoup de branches de la connaissance qui constituent ce que l'on pourrait appeler la « conversation du genre humain ». Alors, *Istishraq* et *Ishraq*, bien compris, peuvent être vus comme les deux moitiés d'un tout ; des perspectives complémentaires dans notre existence humaine. Mais observons-le dans le contexte de la politique où habituellement « le mouvement pacifique est bon dans la critique, mauvais empiriquement et très pauvre dans la construction, la conception d'alternatives viables et désirables ». (Johan Galtung dans *Papers* en 2007, Jour Mondial de la Philosophie). ■